

Macron a-t-il négocié avec Daech comme Mitterrand avec les terroristes palestiniens de la rue des Rosiers ?

écrit par Christine Tasin | 9 août 2019



.
C'est l'ancien patron français de la DST qui le dit. La France a négocié l'arrêt des attentats palestiniens en 1982 !

Simple comme bonjour. Il suffisait d'y penser.

.
Vous êtes un groupe terroriste, vous faites un attentat retentissant en plein centre de Paris, il y a des morts, des blessés...

.
La suite logique, enquête, arrestation, dénonciation du groupe terroriste palestinien Abou Nidal ? Que nenni.

.
L'Etat français, apeuré et soumis, vient négocier avec vous pour qu'il n'y ait pas d'autre attentat. *Siouplaît, et dites*

vosre prix, il sera le nôtre. Vous pourrez faire de la France votre base arrière pour aller attaquer les Juifs, en Israël et ailleurs, vous pourrez aller et venir librement, on vous garantit qu'il n'y aura aucune poursuite judiciaire...

Il faut dire que cela se passe en 1982, Mitterrand commence à être en difficulté économique, il s'interroge : sortir du SME ou bien passer à la rigueur... Il n'a pas besoin d'une série d'attentats en plus, susceptibles de lui coûter cher électoralement.

Le machiavélique Mitterrand, comme l'un de ses successeurs, Macron, n'a pas froid aux yeux et est prêt à tout (penser au Rainbow Warrior – même si, à titre personnel et sur le principe, je pense qu'il avait raison d'essayer de mettre fin, par tous les moyens, aux exactions des écolos anti-France).

Il trouve cette idée lumineuse : acheter la paix terroriste... et payer un prix, très cher, qui retombera une génération plus tard sur la tête des Français. S'en fout, il sera mort.

Et ce qu'il obtient est hors de prix : la libre installation de terroristes sur notre sol et avec eux celle d'activistes pro-palestiniens... qui, depuis, se sont implantés partout, se sont multipliés, et participent du politiquement correct anti-Israël et pro terroristes de Gaza. Il a aussi obtenu que la police française soit narguée, moquée, utilisée... à des fins politiques. On a laissé les flics de base se dépatouiller, perdre leur temps... en continuant à enquêter. Vraisemblablement à chaque fois qu'ils découvraient la bonne piste, hop, elle remontait... et disparaissait...

Hallucinant.

Oui, on hallucine en lisant l'article ci-dessous, mais on est forcément amenés à penser à Macron le machiavélique.

Macron n'est-il pas capable, lui aussi, de négocier avec Daesch pour qu'il n'y ait pas de nouveau Bataclan, de nouveau Nice sur notre sol sous son quinquennat ?

Et, si oui, le prix à payer n'est-il pas dans le nombre élevé de ses conseillers issus de la diversité, musulmans comme par hasard ? Le prix à payer n'est-il pas dans le tapis rouge déroulé devant l'islam, dans la place incomparable, jamais égalée, qui lui est donnée dans nos institutions ? Le prix à payer n'est-il pas dans toutes ces lois, toutes ces campagnes "anti-haine" qui visent à interdire la critique de l'islam, des musulmans et de l'immigration ? Le prix à payer n'est-il pas dans l'immigration massive de musulmans et dans la relative impunité dont ils bénéficient sur notre sol ?

Je me contente de poser la question, les questions... A vous, amis lecteurs, d'y répondre.

L'ancien patron du renseignement français a reconnu devant un juge avoir négocié un accord avec le groupe responsable de la tuerie 37 ans après l'attentat de la rue des Rosiers à Paris, a révélé jeudi soir Le Parisien.

"On a passé une sorte de deal verbal en leur disant : Je ne veux plus d'attentat sur le sol français et en contrepartie, je vous laisse venir en France, je vous garantis qu'il ne vous arrivera rien," a-t-il lancé.

Cette phrase prononcée le 30 janvier dernier, dans le bureau du juge chargé d'enquêter sur l'attentat de la rue des Rosiers, émane de Yves Bonnet, ancien patron de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

L'ancien maître espion a reconnu pour la première fois devant la justice l'existence d'un accord secret entre la France et Abou Nidal, un groupe terroriste

potentiellement responsable de la tuerie.

Un pacte oral ignoré des nombreux enquêteurs et magistrats qui se sont succédé durant trois décennies sur ce dossier insoluble. Sur procès-verbal, Yves Bonnet confirme un “engagement donné aux représentants d’Abou Nidal de ne pas être poursuivis en France”, rapporte le Parisien.

L’attentat avait été attribué à un groupe palestinien dissident de l’OLP, le Fatah-Conseil révolutionnaire (Fatah-CR) d’Abou Nidal, décédé en 2002 dans des circonstances mystérieuses. Les suspects, identifiés grâce à des témoignages anonymes, sont soupçonnés d’avoir appartenu au groupe d’Abou Nidal.

Le 9 août 1982, une grenade avait été jetée dans le restaurant de Jo Goldenberg, explosant au milieu d’une cinquantaine de clients. Deux tueurs étaient ensuite entrés, ouvrant le feu.

<https://www.i24news.tv/fr/actu/international/europe/1565287616-attentat-de-la-rue-de-s-rosiers-l-ancien-patron-du-renseignement-francais-a-passe-un-pacte-avec-les-terroristes>